

## **VD\_FINDINFO HC / 2010 / 523 vom 3. August 2010**

VD Tribunal cantonal, 2010-08-03, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_HC\\_\\_\\_2010\\_\\_\\_523](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_HC___2010___523)

FR: VD\_FINDINFO HC / 2010 / 523 du 3 août 2010

IT: VD\_FINDINFO HC / 2010 / 523 del 3 agosto 2010

### **Regeste**

QUESTION DE FAIT, CONSTATATION DES FAITS | 8 CC, 220 CPC, 328 CPC, 447 CPC

### **Erwägungen**

#### **E. 1**

CPC; JT 1994 III 83; JT 1995 III 73). Pour autant que de besoin, il y a lieu de préciser que B.A.\_\_\_\_\_, époux de la demanderesse et recourante, n'a pas la légitimation active dans le cadre du procès et qu'il ne saurait être considéré comme partie. Le premier juge ne dit du reste pas autre chose.

#### **E. 2**

Dans le cadre d'un recours en réforme contre le jugement d'un juge de paix, la Chambre des recours doit admettre comme constants les faits constatés, sous réserve d'une contradiction avec les pièces du dossier (art. 457 al. 1 CPC). Hormis cette réserve, elle n'est donc pas habilitée, dans le cadre d'un recours en réforme, à revoir et corriger l'état de fait établi par un juge de paix. Le recours en nullité est la seule voie possible pour s'en prendre à l'établissement des faits à l'égard d'un tel jugement (art. 447 CPC). On peut admettre qu'au vu de ses conclusions, la recourante a aussi interjeté un recours en nullité en faisant valoir le grief tiré de l'arbitraire dans l'appréciation des preuves (art. 444 al. 1 ch. 3 CPC; JT 2001 III 128). a) La recourante considère tout d'abord que le premier juge n'a pas tenu compte d'un rapport d'expertise du 15 octobre 2009, établi à la suite de l'audience préliminaire du 3 septembre 2009. Il n'est fait aucune allusion à ce rapport dans le jugement attaqué. La recourante en conclut que le jugement devrait être annulé, une nouvelle expertise, judiciaire, étant ordonnée. L'expertise privée n'a pas la force probante d'une expertise judiciaire; le principe de la libre appréciation des preuves par le juge s'applique donc à l'expertise privée (B. Bettex, L'expertise judiciaire, thèse Lausanne 2006, pp. 212-213 et références). De plus, le juge est lié par les modes de preuves offerts par les parties (art. 5 al. 1 CPC). Lorsque le juge ordonne une expertise judiciaire au sens des art. 220 ss CPC, il ne peut ensuite s'en écarter sans motifs déterminants (ATF 130 I 337 c. 5.4.2, JT 2005 I 95; Bosshard, L'appréciation de l'expertise judiciaire par le juge, Revue suisse de procédure civile 3/2007, pp. 321 ss, spéc. pp. 324-325 et références). En revanche, le constat privé, en tant qu'expertise privée, constitue un titre au sens des art. 171 ss CPC (Poudret/Haldy/Tappy, Procédure civile vaudoise, 3ème éd., n. ad chapitre II, p. 310) et est considéré par la jurisprudence et la doctrine récentes comme une simple allégation (ATF 132 III 83 c. 3.4 et 3.5, JT 2006 I 334; TF 4P.169/2003 du 30 octobre 2003 c. 2.1.4; Hohl, Procédure civile, tome I, n° 1052, p. 198). En l'espèce, selon le procès-verbal de l'audience préliminaire du 3 septembre 2009, la recourante n'a pas formellement requis une expertise judiciaire à forme des art. 220 ss CPC. La recourante a du reste été expressément rendue

attentive à cette problématique par courrier du juge de paix compétent du 24 septembre 2009. Le juge rappelait à cette occasion que, si une expertise avait été évoquée à l'audience préliminaire du 3 septembre 2009, celle-ci n'avait toutefois pas été ordonnée. A juste titre, le juge rappelait encore qu'une expertise privée pouvait être produite, mais serait soumise à son appréciation, comme toute autre pièce du dossier. Enfin, il apparaît qu'à l'audience de jugement du 11 mars 2010, à part le fait que la défenderesse a requis le retranchement du dossier du rapport du 15 octobre 2009, aucune réquisition quant à l'instruction n'a été formulée par les parties. L'art. 328 CPC prévoit qu'à l'audience préliminaire, les parties peuvent offrir les preuves à entreprendre (al. 1). Le juge n'ordonne les preuves que s'il les juge nécessaires (al. 2). La recourante n'a pas sollicité formellement, par une dictée au procès-verbal, une expertise judiciaire en première instance, préférant la voie de l'expertise privée. Le premier juge l'avait rendue attentive aux conséquences liées à ce mode de faire et à l'appréciation qui pouvait en être faite, si bien qu'il n'y a pas lieu d'annuler le jugement pour faire exécuter une expertise judiciaire. Enfin, dans le cadre du jugement, le premier juge a retenu ce rapport dans ce qu'il pouvait l'être pour l'appréciation de la cause et n'a donc pas omis de discuter de la pièce. Il faut cependant donner acte à la recourante que le jugement ne fait aucune allusion au rapport d'expertise privé du 15 octobre 2009, signé par [...]. Ce rapport ne fait néanmoins pas apparaître comme arbitraire la constatation du premier juge selon laquelle la preuve de l'implication de X. \_\_\_\_\_ dans l'accident n'a pas été rapportée. Il se contente en effet de relever que seule une partie des dégâts sont "plausibles suite à une collision avec une Jeep Grand Cherokee", ceux provoqués aux phares, calandre et pare-chocs de la Peugeot 205 XS, mais qu'en revanche, "les traces relevées sur la jupe avant sous le pare-chocs de la Peugeot 205 XS ne sont pas compatibles avec la forme et la hauteur de la Jeep Grand Cherokee". On ne saurait déduire de ce rapport, abstraction faite de sa valeur probante limitée, qu'il établit clairement la responsabilité de X. \_\_\_\_\_. Le moyen doit donc être rejeté. b) La recourante paraît solliciter également une inspection locale. Selon l'art. 244 CPC, le juge peut, en tout état de cause, procéder à une inspection locale. Il n'en reste pas moins que, là encore, ce mode de preuve doit être formellement requis et, le cas échéant, mentionné au procès-verbal comme étant une requête formelle, ce qui n'a pas été le cas. De toute manière, l'inspection locale est soumise aux conditions générales de pertinence de l'allégué à prouver et de nécessité de la preuve (art. 5 al. 2 CPC; Poudret/Haldy/Tappy, op. cit., n. 4 ad art. 244 CPC). La pertinence faisait défaut en l'espèce. Le moyen doit être rejeté. c) La recourante critique l'appréciation qui a été faite du témoignage de T. \_\_\_\_\_ et du lien supposé entre le témoin et le mari de la demanderesse (jgt, p. 5). Le premier juge a en effet relevé qu'il était difficile de "prendre au sérieux les dires de T. \_\_\_\_\_, celle-ci ayant subi les pressions de son ami B.A. \_\_\_\_\_". Le jugement explique pour quel motif il y a lieu de retenir avec réserve le témoignage T. \_\_\_\_\_. Ce témoin a d'abord formellement exclu toute responsabilité de la part de X. \_\_\_\_\_ devant la police, puis a mis ce dernier en cause après avoir rencontré la recourante et son époux, alors que ce dernier était l'ami du témoin. Ce faisant, le premier juge a apprécié librement les preuves selon son intime conviction (cf. art. 5 al. 3 CPC; Guldener, Schweizerisches Zivilprozessrecht, 3ème éd., Zurich 1979, p. 324 et pp. 340-341; Hohl, Procédure civile, t. I, Berne 2001, n. 1105 ss, p. 213). On ne saurait qualifier d'arbitraire - c'est-à-dire de manifestement insoutenable ou de choquante - l'appréciation des preuves en l'espèce. Il est en effet légitime d'apprécier avec réserve les déclarations d'un témoin, amie de l'une des parties et avec laquelle celle-ci s'est entretenue du litige. A cela s'ajoute que le témoin est revenu sur ses déclarations auprès de la police, après avoir reçu la

visite des époux A.A.\_\_\_\_\_. Dans ces conditions, le témoignage en question devait être pesé avec réserve. Le moyen doit donc être rejeté.

### **E. 3**

Dans son courrier du 31 mai 2010, qui ne peut constituer la suite du mémoire de recours comme on l'a vu, la recourante se plaint de toute manière d'éléments qui ne peuvent avoir aucune portée sur la cause puisqu'ils se sont déroulés hors de la salle d'audience. Il en va de même de la portée des déclarations des autres témoins pour les raisons exposées ci-dessus (c. 2c). Quant au fond, sous l'angle de l'examen en réforme, il apparaît que le premier juge a fait un examen correct de la situation de fait en relevant que la demanderesse, à qui il appartenait d'apporter la preuve que le dénommé X.\_\_\_\_\_ était l'auteur des dégâts relevés sur la voiture, a échoué dans sa démonstration. Les motifs relevés par le juge de paix sont pertinents et peuvent être confirmés par adoption des motifs (art. 471 al. 3 CPC).

### **E. 4**

En définitive, le recours doit être rejeté, en application de l'art. 465 al. 1 CPC, et le jugement confirmé. Les frais de deuxième instance de la recourante sont arrêtés à 350 fr. (art. 230 TFJC). Par ces motifs, la Chambre des recours du Tribunal cantonal, statuant à huis clos, en application de l'art. 465 al. 1 CPC, prononce : I. Le recours est rejeté. II. Le jugement est confirmé. III. Les frais de deuxième instance de la recourante A.A.\_\_\_\_\_ sont arrêtés à 350 fr. (trois cent cinquante francs). IV. L'arrêt motivé est exécutoire. Le président : Le greffier : Du 3 août 2010 Le dispositif de l'arrêt qui précède est communiqué par écrit aux intéressés. Le greffier : Du L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié en expédition complète, par l'envoi de photocopies, à : ■ Mme A.A.\_\_\_\_\_, ■ R.\_\_\_\_\_. La Chambre des recours considère que la valeur litigieuse est de 7'144 fr. 55. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière civile devant le Tribunal fédéral au sens des art. 72 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Dans les affaires pécuniaires, le recours en matière civile n'est recevable que si la valeur litigieuse s'élève au moins à 15'000 fr. en matière de droit du travail et de droit du bail à loyer, à 30'000 fr. dans les autres cas, à moins que la contestation ne soulève une question juridique de principe (art. 74 LTF). Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Cet arrêt est communiqué, par l'envoi de photocopies, à : ■ Mme la Juge de paix du district de Nyon. Le greffier :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.